

Macron vise 100 milliards d'euros d'économies

La meilleure santé de l'économie française contribuera à mieux maîtriser les dépenses que prévu.

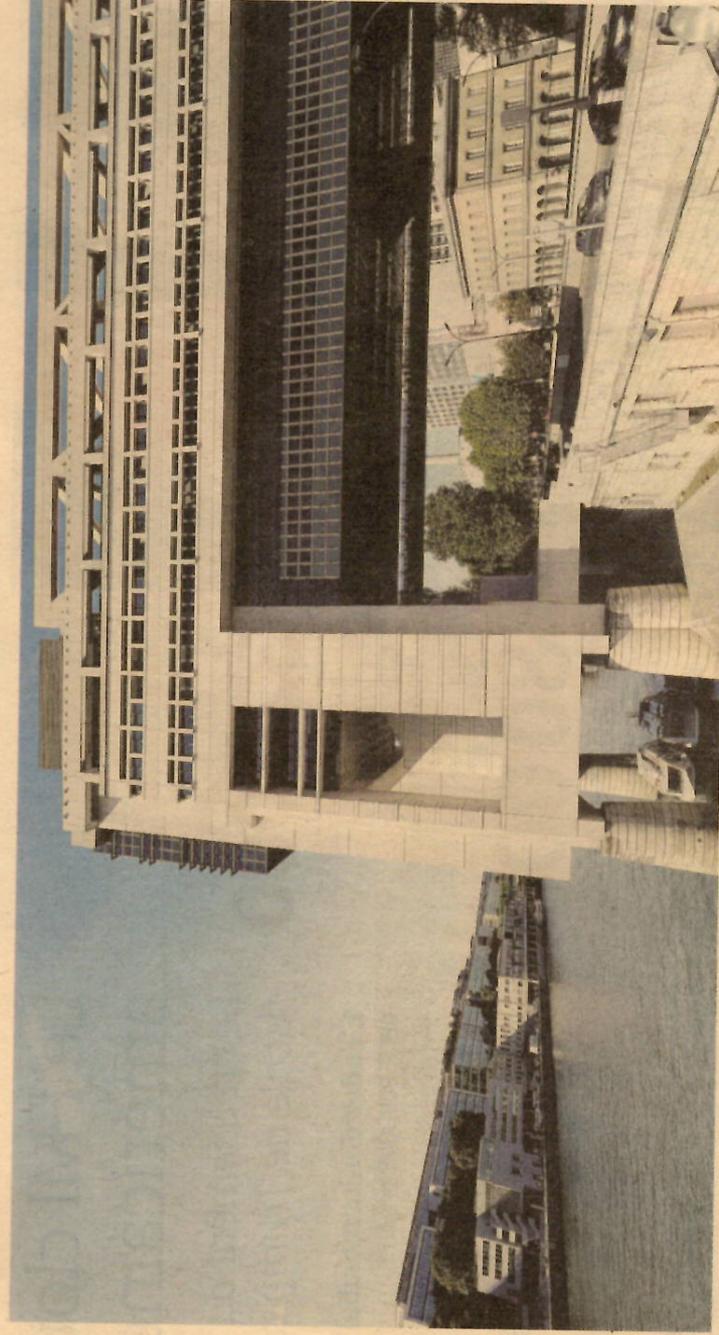
GUILAUME GUICHARD
@guillaume_gu

FINANCES PUBLIQUES Le chiffre fait mouche. La trajectoire des finances publiques présentée à la Commission européenne par le gouvernement sous-entend désormais la réalisation de plus de 100 milliards d'euros d'économies entre 2017 et 2022, a chiffré le rapporteur général du budget à l'Assemblée, Joël Giraud (LAREM) dans un rapport publié jeudi. L'été dernier, le montant des économies à réaliser était estimé à environ 80 milliards.

« Cette actualisation ne résulte pas d'un changement de cap ou d'une réorientation de la politique budgétaire, a d'ailleurs martelé Joël Gi-

raud devant la Commission des finances lors de l'examen du programme de stabilité mardi soir. Elle a essentiellement pour objet de tenir compte du fait que la croissance a redémarré plus vite que prévu. » En 2017, la croissance a atteint 2 %, contre 1,7 % envisagé. Elle devrait ensuite être supérieure aux prévisions initiales jusqu'en 2019 (2 % au lieu de 1,7 % en 2018, puis 1,9 % au lieu de 1,7 % en 2019).

Le nouveau chiffrage ne signifie pas que le gouvernement veut réaliser davantage d'économies. Il faut savoir d'abord que ces 100 milliards d'euros ne traduisent pas une fonte nette des dépenses publiques. Ni même un ralentissement supplémentaire par rapport à leur évolution naturelle. Cette somme matérialise en réalité la baisse de quatre



révision à la hausse du montant des économies à 100 milliards.

Effet bénéfique, mais temporaire

Outre cet effet statistique, cette meilleure croissance aura un effet très bénéfique, mais temporaire, sur les finances publiques. D'abord, les recettes rentreront plus facilement dans les caisses publiques. Ensuite, certaines dépenses dépendant de la santé de l'économie française ralentiront automatiquement, comme les allocations chômage. De quoi, là encore, faire gonfler les estimations d'économies jusqu'à 100 milliards d'euros.

Par conséquent, la majorité peut aller plus loin que ce qu'elle prévoyait en matière de baisse du déficit public, sans réaliser en réalité

plus d'efforts ! Et afficher dans son programme de stabilité un objectif d'excédent budgétaire en 2022 de 0,3 point de PIB, contre un déficit de même ampleur initialement prévu. La France affichant un déficit chaque année depuis 1974, Emmanuel Macron réaliserait alors une performance historique.

Une performance en demi-teinte toutefois. « Il y aura bien des économies durables réalisées d'ici à 2022, mais pas à la hauteur de ce qui est affichée », nuance en effet François Ecalé, spécialiste des finances publiques et fondateur de Fipeco. Le retour dans le vert des comptes publics sera en effet davantage la conséquence d'une bonne fortune économique, qui peut à tout moment se retourner, que d'économies structurelles, réelles mais insuffisantes. ■

Le ministère des Finances, à Bercy.
JEAN-CHRISTOPHE MARMARA
LE FIGARO

0,3%

Objectif d'excédent budgétaire, en pourcentage de PIB, ambitionné en 2022 par le gouvernement

points en cinq ans de la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut (le PIB, la richesse créée en un an par la France), à 51,1 points, que vise l'exécutif. Or, cet indicateur est à manipuler avec des pincettes. En l'occurrence, il peut baisser parce que la croissance économique bondit, et non pas seulement parce que des économies sont réalisées. C'est ce que traduit la